

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT DU 5 DÉCEMBRE 2013
PORTANT CRÉATION DE LA DÉLIBÉRATION D 61
NOR : ASET1450016M

Entre :

Le MEDEF ;

L'UPA ;

La CGPME,

D'une part, et

La CFDT cadres ;

La CFE-CGC ;

La CFTC cadres ;

La CGT-FO cadres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il est créé une délibération D 61 intitulée « Application de l'article 26 *bis* de l'annexe I : Passage, lors de la mensualisation des allocations, du versement des allocations à terme échu au versement à terme à échoir » et libellée comme suit :

« Les organisations signataires de la convention collective nationale du 14 mars 1947,

Considérant que l'accord du 18 mars 2011 prévoit le versement mensuel des allocations à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Considérant que pour les titulaires d'allocations liquidées avant 1992, payées à terme échu, la seule voie possible pour que la mensualisation des allocations assure le strict maintien, en termes de nombre de mensualités, des allocations antérieures est le passage au terme à échoir à compter du 1^{er} janvier 2014, sans versement d'allocations trimestrielles après celle du 1^{er} octobre 2013, et avec versement mensuel à terme à échoir à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Considérant, en effet, que les intéressés ont perçu, en 2013, 4 versements trimestriels (janvier, avril, juillet et octobre) et percevront 12 mensualités en 2014 ⁽¹⁾ ;

(1) Pour les titulaires d'allocations liquidées avant 1992, une mensualisation avec maintien du paiement à terme échu aurait mécaniquement abouti au versement de 14 mois en 2014 (3 début janvier + 1 au début de chacun des mois de février à décembre), entraînant ainsi la perception d'un avantage supplémentaire injustifié.

Considérant que cette solution est d'autant plus légitime que les intéressés ont, lors de la liquidation de leur retraite, bénéficié du versement d'une allocation trimestrielle supplémentaire, ce qui les place dans une situation en tous points identiques à celle des allocataires payés à terme à échoir, la solution retenue assurant ainsi une totale égalité de traitement de l'ensemble des allocataires du régime ;

Considérant que l'avenant n° A-270 du 8 mars 2013 en a tiré les conséquences en décidant qu'à compter du 1^{er} janvier 2014 toutes les allocations sont versées mensuellement à terme à échoir, confirment les dispositions suivantes :

1. A compter du 1^{er} janvier 2014, le versement mensuel des allocations dans les conditions fixées à l'article 26 *bis* de l'annexe I à la convention, modifié par l'avenant n° A-270, s'applique aux allocations versées à terme échu (visées au paragraphe 1 *a*) et au paragraphe 2 de l'article 26 *bis* dans sa rédaction précédente) comme à celles versées à terme à échoir.

2. De façon à assurer la continuité des allocations servies, le dernier versement trimestriel des allocations à terme échu intervient à l'échéance du 1^{er} octobre 2013 et le premier versement mensuel à terme à échoir intervient pour tous les allocataires à l'échéance du 1^{er} janvier 2014. »

Fait à Paris, le 5 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)